



# Opinions Libres

le blog d'Olivier Ezratty

## Abécédaire des conflits sociaux

Je sors un peu de la ligne éditoriale de ce blog en traitant de l'actualité sociale.



Dans la ligne de "l'ABCédaire mal pensant" de JFK (pas le Président, le journaliste chauve qui ne s'est pas trop foulé dans cette livraison), voici donc un tout petit ABCédaire des conflits en cours et quelques avis sur la question. Surtout, pour mettre en évidence le sens dévié donné à des termes courants de la vie économie. C'est la compilation de petites notes prises ces dernières semaines.

Et en plus, c'est gratuit...

### Chirac

Jacques Chirac l'a échappé belle pour l'instant. En effet, la justice vient de le mettre en examen pour semble-t-il, le moindre des méfaits dont il est à l'origine. Les autres – fort nombreux – sont bien cachés... dans les dossiers du Tribunal de Nanterre qui consolide les affaires Chirac. A moins que tout ce qui se raconte dans les "milieux renseignés" ne soit que pure affabulation. Mais dans quelques temps, par exemple, l'appartement "prêté" par la famille Hariri représentera un cadeau en nature aussi important que les vacances de Sarkozy aux USA ou sa ballade dans le yacht de Bolloré. Mais bon, ça ferait vraiment désordre de débiller tout ce linge vraiment très sale. La situation de Chirac me rappelle un peu celle du héros du film Matchpoint de Woody Allen... il risque très gros, mais pourrait en réchapper complètement par miracle.

La mise en examen de Jacques Chirac fait penser à une vengeance froide de Sarkozy, mais les procédures judiciaires avaient démarré il y a bien fort longtemps. C'est le retour à la vie civile de Chirac qui a permis que la justice reprenne son chemin normal. D'un côté, cela fait désordre de voir ainsi le premier ancien Président de la République mis en examen. Mais de l'autre, cela montre que tous les citoyens sont justiciables sans exception. Il reste à voir comment va se terminer cette histoire.

Rien à voir avec les conflits sociaux, mais il est premier dans l'ordre alphabétique.

## Chômage

*“Si on part plus tard en retraite, cela va augmenter le chômage”* ... entendu chez les protecteurs des régimes spéciaux, voire dans la fonction publique. C'est peut-être vrai dans le privé mais il en va autrement dans le secteur public. En effet, comme ce sont les impôts qui payent les salaires, il vaut mieux payer des gens qui produisent du travail que des retraités. Cela augmente le travail fourni par euro d'impôts payés. Comme on sait que la pression fiscale est trop lourde en France pour son économie, comparativement à plein d'autres pays, faire travailler plus longtemps les régimes spéciaux (c'est-à-dire, au moins comme dans le privé) ne peut qu'avoir un effet bénéfique pour l'économie. Seul inconvénient mais de taille: cela réduit la capacité à équilibrer par les jeunes la pyramide des âges dans le public. La moyenne d'âge des travailleurs dans le public est d'environ 10 années de plus que dans le privé! Et cela risque d'empirer avec tous ces retraités qui ne seront pas remplacés. En même temps, si cela renforce les talents dans le privé, pourquoi pas.

Mais le transfert des emplois du public vers la production de richesses dans le privé ne peut pas se faire brutalement. Les compétences doivent évoluer, tout comme les mentalités. Et cela peut prendre quelques décennies, à supposer que le mouvement soit réellement enclenché. D'où l'intérêt de procéder plutôt par le non remplacement des agents du public qui partent à la retraite plutôt que de supprimer directement des emplois.

## Communication

Par les temps de crise et de revendications qui courent, on entend dire tout et son contraire et les débats sont rarement rationnels. Et surtout, il est très difficile de se faire une idée juste des données du problème. Le conflit des régimes spéciaux en est un bon exemple. Les parties s'envoient argument et contre-arguments, et personne n'a expliqué posément la donne en la vulgarisant avec des données impartiales.

Les grands médias se gargarisent plus des soubresauts des grèves et des négociations que du fond. Le gouvernement fait de son côté preuve d'un manque incompréhensible de pédagogie. Où est expliquée au quidam la réforme des régimes spéciaux? Sur le **site du Ministère du Travail**, pas un document de visible en home page qui l'explique! Et on dispose d'un bien maigrichonne page sur le **site du Premier Ministre**. Quand au site de l'UMP, censé défendre la politique du gouvernement, il se contente en page d'accueil d'appeler à la signature d'une pétition pour réformer la France, sans force détails ni argumentaires. Même chose sur le site de la Justice et sur celui de l'Enseignement Supérieur. Incroyable! Est-ce la fin de la communication écrite? Où sont passés les communicants? Que fait le service d'information du gouvernement? Qui va vulgariser l'équilibre économique des régimes de retraite et détailler le coût des régimes spéciaux par rapport à celui du régime général? Qui peut expliquer les réformes de l'université, de la justice? Les Ministères pourraient tout de même se donner la peine d'écrire des “livres blancs” pour faire le marketing de leurs réformes!



Le seul endroit sur le web où l'on peut en savoir plus sur toutes ces réformes qui génèrent tant d'opposition, c'est le site de l'Assemblée Nationale qui expose les projets de loi, d'amendements, et les discussions des commissions. Mais sans le travail de vulgarisation permettant à ces informations de toucher un public large. Et s'il s'agit bien de lois, car pour les régimes spéciaux de retraite, si l'assemblée en parle, il ne s'agit pas de loi mais de décrets pas encore publics. Le Ministre du travail Xavier Bertrand nous renvoie dans ses interventions, tout comme les syndicats, au **rapport du Conseil d'orientation des retraites** datant de janvier 2007. Soient 211 pages à se farcir pour comprendre la situation! Et encore.

On peut se demander si la communication du gouvernement est une forme d'incompétence ou bien un exercice de machiavélisme. C'est peut-être les deux à la fois, le dernier étant à l'Elysée, et la première dans les Ministères. Cela relève aussi d'une incapacité à exécuter rapidement. L'Elysée bouscule le rythme sérieusement au niveau des Ministères et de leurs administrations centrales qui ne sont pas forcément habituées à une telle vitesse d'exécution.

En matière de communication, c'est aussi et surtout dans des symboles douteux – à rebrousse poil de l'opinion – que le pouvoir surprend le plus. La loi TEPA qui coûte 15 milliards alors qu'il y a 40 milliards de déficit budgétaire, l'augmentation du Président (qui aurait pu être mieux expliquée car il semble qu'il prenne maintenant en charges des frais qui ne l'étaient pas auparavant... mais combien au juste?), le yacht à Malte, le Fouquet's, les vacances aux USA. Bon, au moins, notre Président est effectivement transparent. Ce que d'autres cachaient par honte, il le montre par vantardise ou je ne sais quelle volonté de décomplexion. Il équilibre cela avec une mise en route rapide des nombreux chantiers qu'ils avait promis pendant la campagne électorale. Mais ceci ne justifie pas cela.

## Cotisations

Selon un tract de grévistes de la SNCF ramassé dans un TGV récemment *“les cotisations sociales des régimes spéciaux financent les bénéficiaires complémentaires”*. Le régime général cotise 6,75% de part salariale et 9,9% de part patronale, soit un total de 16,65%. Alors que le régime des cheminots cotise 7,85% de part salariale et 33,94% de part patronale, soit un total de 41,79%. Et les syndicats de faire un total de cotisations vieillesse de 159 840 € sur 40 ans dans le régime général et de 376 110 € pour 37,5 ans de régime spécial. Oui mais... les cotisations, comme les salaires, sont payés par les usagers!

Malgré ces cotisations, la SNCF affiche un **bilan financier honorable** avec une marge nette de 6% en 2006, seule l'activité Fret étant déficitaire, ce depuis de nombreuses années. Elle reçoit certes quelques subventions, mais qui compensent des prestations fournies gratuitement à certaines catégories d'usagers bénéficiaires. Par

contre, sa dette a été planquée dans le RFF qui gère les infrastructures du réseau ferré. La RATP affiche pour sa part un bilan financier moins honorable et bénéficie de beaucoup plus de financements publics.

## **Démocratie**

Pour les étudiants et autres grévistes en position de force, elle consiste à faire voter par des assemblées générales pas toujours bien représentatives des décisions consistant à priver d'autres personnes de leurs libertés fondamentales: de circuler ou de travailler.

Désolé, ce n'est pas ça la démocratie! Ce sont des méthodes de révolutionnaires liberticides: le pouvoir aux soviets, le vote à main levée, le pouvoir de la parole contre celui de la raison, une représentativité contestable (avec des votants qui ne sont pas élèves dans l'université).

La démocratie doit s'appuyer sur un socle de valeurs et de principes, que l'on trouve notamment dans les constitutions. Or la démocratie n'a pas pour objet de permettre aux uns de restreindre les libertés fondamentales des autres. Si une moitié d'un pays votait pour lancer un génocide sur l'autre moitié, cela ne serait évidemment pas la démocratie. Un blocage d'université décidé avec un vote à bulletins secrets semble plus démocratique mais ne l'est pas pour autant.

On ne peut pas voter n'importe quoi n'importe comment! C'est pour cela que les "blocages" – et non pas les grèves – sont hors la loi en France, et que les CRS interviennent dans les universités. Mais cette loi est loin d'être respectée partout. C'est pour cela que la situation en France laisse toujours songeur nos voisins étrangers.

## **Détail**

Banal mot souillé par Jean-Marie Le Pen il y a déjà 19 ans. Ce qui le rend inaudible dans tout discours politique depuis. Dommage car le mot est utile pour l'expression!

## **Dictature**

La concentration des pouvoirs exécutifs de la République à Elysée au détriment de Matignon fait craindre à certains l'irruption d'une dictature en France. Il ne faut pas pousser! Le bicéphalisme de l'exécutif en France est une exception mondiale. Dans la plupart des autres pays dits démocratiques, il n'y a qu'un seul exécutif. Quand il y a un Président ou un souverain, il n'a qu'un rôle honorifique (Allemagne, Italie, Israël, et Royaume Uni, Espagne, Danemark). Ces pays ont un régime plus parlementaire que celui de la France mais l'exécutif est unique et concentré. Certes, le Président français concentre beaucoup de pouvoirs par rapport à d'autres pays. Un rééquilibrage des pouvoirs vers la représentation nationale est bienvenue. Curieusement, ces éléments des propositions de la Commission Balladur sont passés sous silence par ceux qui la contestent.

La France est plutôt une "polydictature". Avec la dictature des syndicats et des corporations qui savent très bien manipuler l'exécutif national ou local pour défendre leurs intérêts particuliers, trop souvent au détriment de l'intérêt général. Et la dictature des médias chauds qui simplifient à outrance l'information.

Qualifier la présidence actuelle de dictature est faire injure aux pays qui vivent sous de réelles dictatures. Toujours cette propension des français à voir la partie à moitié vide du verre...

## **EDF**

Ils étaient plutôt discrets les grévistes de l'EDF ces derniers temps. Comme ils ne coupaient pas le courant, ils ne gênaient pas trop, donc on ne parlait que des agents de conduite des transports. Sont-ils discrets parce qu'ils protègent discrètement quelques magots? Tel que leur fameux budget du comité d'entreprise (la CCAS) qui est indexé sur le chiffre d'affaire et non pas sur les salaires de l'entreprise. Le surcoût de cette inégalité de

traitement entre salariés est de plusieurs centaines de millions d'Euros. Soit largement le poids des concessions qui sont en train d'être faites aux cheminots. Sans compter le fait que le magot servirait via quelques diverses magouilles à financer indirectement la CGT et le PCF.

## Egalité

On veut bien être égaux avec tous les autres en France, pour peu qu'on ait plus qu'eux. Le pays du piston a beau jeu de promouvoir l'égalité.

Belle inégalité de fait, celle que les salariés ont devant le sacro-saint droit de grève. Les uns peuvent bloquer leur usine ou bureau sans que cela gêne personne, et les autres peuvent bloquer un pays et lui faire perdre un demi-milliard d'Euros de PNB par jour de grève. C'est ça l'égalité? Ceux qui bloquent le pays ont inventé le concept de grève par procuration. Mais avec des revendications intenable comme le maintien des 37,5 ans de cotisation.

On évoque aussi l'égalité des chances. Un vrai sujet républicain. On en est bien loin. Le racisme reste réel en France et nuit gravement aux personnes dites pudiquement "de couleur". Les études sociologiques montrent aussi que les gros et les laids (selon les canons communément admis) ont moins de chances de trouver du travail et d'être promus dans leurs entreprises! Et les intellectuels français critiquent bien de la discrimination positive qui existe aux USA, en particulier dans les entreprises. Il n'empêche que la France n'est pas du tout exemplaire en matière de luttres contre les discriminations. La France de Dupont-Lajoie existe toujours, qu'on le veuille ou non. Même si elle est en costume cravatte.

A propos d'égalité, un petit pavé dans la marre au passage (qui figurait dans mon doc sur le "Trop d'Etat...") tirées de données publiées en 2006 par la Cour des Comptes dans son rapport sur les comptes de la sécurité sociale:

Régimes	Bénéficiaires	Cotisants	Charges (M€)	Produits (M€)	Produit par bénéficiaire	Avec régime complémentaire
Régime général	10 747 400	16 530 600	75 730	75 985	7 070 €	11 447 €
Régimes agricoles	4 252 597	1 311 300	13 903	13 922	3 274 €	
Régimes spéciaux / fonctionnaires	3 509 628	4 823 472	62 354	62 552	17 823 €	22 200 €
Dont 3 régimes: énergie, SNCF, RATP	498 099	360 863	8 585	8 585	17 236 €	
Régime des non salariés non agricoles	1 961 679	1 750 431	7 472	7 581	3 865 €	

C'est curieux, personne n'a remarqué que les pensions dans le public étaient en moyenne du double de celles du privé. Est-ce du fait du nombre d'enseignants? Il ne me semble pas que la répartition cadres/non cadres soit significativement différente entre le public et le privé... Cela mérite d'être creusé.

## Entrepreneurs

Ce sont eux qui créent richesses et emplois. Heureusement que quelques uns s'en occupent. Car dans le discours ambiant sur la croissance et le pouvoir d'achat, il y est rarement fait allusion. La commission Attali semble plancher sur le sujet, on attend rapidement ses conclusions et un plan d'action drastique pour changer la donne.

## Equité

Concept abstrait dès lors qu'il s'agit de perdre quelque avantage que les autres n'ont pas. Concept encore plus abstrait lorsque l'on manque d'informations et de données claires pour juger, ce qui fut le cas pendant la grève qui vient de faire une pause.

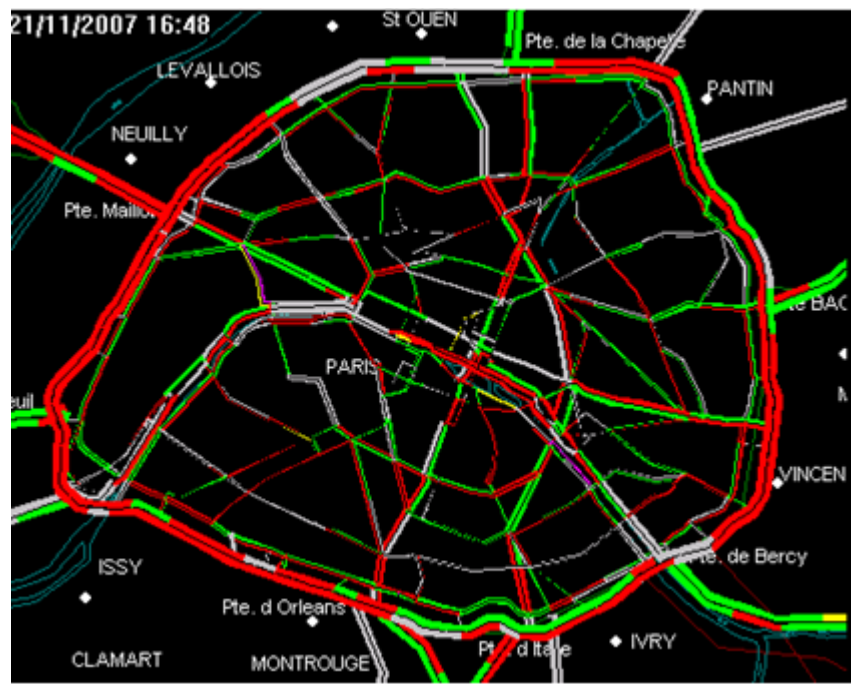
## Exigences

C'est la manière dont on négocie en France. La sémantique des revendications indique clairement que nous ne sommes pas dans le pays du compromis et du gagnant-gagnant. Tout n'est que rapport de forces, pas de raison.

C'est agaçant pour le rationnaliste que je suis.

## Emissions de carbone

Elles doivent battre des records en temps de grève! Voici à quoi ressemblaient les embouteillages à Paris pendant la grève (dans Sytadin) qui est maintenant "suspendue":



## Fonds de pension

Ils ont bon dos les fonds de pension. Erreur des plus classiques répétée à l'envie depuis plus d'un an par les politiques, tel ce Julien Dray qui dans "Esprit Libre" du vendredi 16 novembre rappelle que "*les fonds de pension spéculent et veulent 15% de rentabilité*".

Une confusion sémantique permanente entre les fonds de pension (souvent anglo-saxons) et les fonds spéculatifs, alors que :

- Les **fonds de pension** ont des rentabilités moyennes de 7% et financent les retraites privées dans les pays anglo-saxons, comme celle des fonctionnaires de l'Etat de Californie. Ils gèrent des placements à risque modéré, pour assurer le versement des retraites. Leur panachage d'investissement peut les amener à investir dans des fonds spéculatifs, mais en faible proportion (moins de 15% environ).
- Les **fonds spéculatifs** (hedge funds) qui eux gèrent de fonds à risque, font des LBO et autres manipulations financières à risque, et visent effectivement des rentabilités de 15%.

Alors, regardons un peu les chiffres. Sur le site Milliman, on y voit ce beau tableau sur les rendements des fonds de pension:

Year	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Expected Return	9.5%	9.5%	9.2%	8.6%	8.5%	8.5%
Actual Return	4.5%	(7.0%)	(8.7%)	19.4%	12.4%	11.3%
Asset Increase	(0.4%)	(11.2%)	(10.2%)	19.4%	10.3%	7.8%
Liability Increase	4.5%	8.2%	10.9%	11.3%	8.5%	5.8%

Ils indiquent que les taux de rendement prévus par les fonds étaient en moyenne de 8 à 9%. Ce qui est déjà très bien d'ailleurs. Qu'effectivement, il y a eu des taux très élevés en 2003/2004 : 19,4% et 12,4%, mais que cela faisait suite à des taux négatifs sur deux ans, liés à la crise consécutive à l'éclatement de la bulle des technologies. Qu'enfin, les rendements de ces fonds dépendent étroitement de la bourse plus que d'investissements privés (ceux qui sont gérés par les fonds à risque).

Les **fonds de pension en Irlande** ont présenté de manière voisine un taux de rendement moyen de 14% sur 3 ans, mais de 7% sur 5 ans du fait des difficultés du début des années 2000, comme aux USA. Donc, impossible de générer 15% sur la durée pour un fond de pension! Par contre, les fonds de pension américains ont déplacé une partie de leurs investissements vers l'étranger et notamment l'Asie, qui offre des taux de croissances meilleurs. C'est un des phénomènes qui alimentent les délocalisations.

Toute cette confusion sémantique est à la fois non voulue (*manque de culture économique*) et bien utile car elle décrédibilise le principe des retraites complémentaires sous forme de fonds de pension. Je n'ai jamais vu un journaliste reprendre un politique qui faisait cette confusion.

### **Fragmentation**

Parmi tous les maux qui affectent notre pays, il en est un qui est criant : l'extrême fragmentation du pays à tous les niveaux: administratif, législatif, dans les TPE (pas assez de PME par rapport aux TPE). Elle génère déperditions, surcoûts, inefficacités, et complexité tant pour les citoyens que pour les entreprises.

On les trouve plus spécifiquement dans les domaines qui intéressent le futur : dans **l'enseignement supérieur**, dans les aides à l'innovation et dans les pôles de compétitivité. J'avais évoqué ce point dans "**Trop d'Etat, oui mais où ça?**" au printemps dernier. Il faut défragmenter ce pays qui est bien trop morcelé autant verticalement (état, région, département, canton, communauté de communes, communes) qu'horizontalement (36000 communes). Cela ne veut pas dire qu'il faut tout centraliser et reconcentrer, mais revenir à un équilibre plus raisonnable pour faire des économies d'échelle (au moins 5% de bureaucratie en moins).

La défragmentation pose une question de méthode car il faut la faire accepter par des décideurs – notamment élus locaux – qui y seront naturellement opposés. Pourtant, on ne va pas passer en mode dictatorial pour imposer ces réformes structurelles indispensables.

Le gouvernement a déjà marqué des points avec la fusion RG/DST, l'intégration dans Oseo de l'Agence de l'Innovation Industrielle, avec Bercy (trésorerie et compta publique). Mais c'était au niveau national. Le plus facile à faire!

Rachida Dati a ensuite lancé un ballon sonde qui montre bien la difficulté de procéder à cette défragmentation à l'échelle locale. La réforme de la carte judiciaire et des tribunaux de prudhomme n'est que le début de ce qu'il faudrait faire pour défragmenter ce pays. Il faut du courage pour la mener car elle se heurte au protectionnisme des intérêts particuliers de chaque ville et région.

Bon courage pour la suite car il y a fort à faire.

### **Honnêteté**

Ca fait mal de voir que dans une enquête récente (que je ne retrouve plus), les français apparaissent comme les moins honnêtes d'un panel de pays étudiés.

### **Managers**

On n'en parle pas beaucoup, mais ne sont-ils pas aussi responsables lorsque des entreprises font faillite,

licencient, délocalisent à outrance? Les fonds américains ont bon dos. Pourquoi tant de managers et leaders se trompent, n'innovent pas assez, ne prennent pas assez de risque? Problème de culture et d'éducation sans doutes. L'atmosphère anxiogène de la France ne pousse pas à prendre des risques.

Dans de nombreuses affaires récentes (Airbus, etc), on confond aussi souvent délit d'initié, malhonnêteté et incompétence. La dernière est bien plus courante que les premiers et explique plein de situations tordues.

La "culture" semblait être un axe de travail de la Commission Attali pour relancer la croissance. C'est un aspect clé des réformes à lancer en France. Mais réformer la culture ne se décrète pas, ni ne se légifère!

## Pénibilité

C'est un sujet sérieux et il est curieux que le gouvernement n'affiche pas une volonté de la prendre en compte. Mais il est délicat de mesurer la pénibilité, l'espérance de vie, et sur tous les métiers. La loi ne peut pas toujours s'appuyer sur des données qui évoluent incessamment. L'égalité de traitement nivelle peut-être trop, mais c'est souvent la moins mauvaise solution.

Dans le cas des cheminots, la pénibilité a bon dos car elle protège discrètement les salariés de ces régimes spéciaux qui travaillent dans des bureaux ou des ateliers et pas dans des tunnels. Et le rapport du Conseil d'Orientation des Retraites va dans le sens contraire des affirmations sur la pénibilité dans sa globalité: ainsi l'espérance de vie des salariés de la RATP est plutôt dans la fourchette haute, en tout cas bien supérieure à celle du privée (à droite dans le tableau ci-dessous, FPE = fonction publique d'état):

	IEG (EDF-GDF)	RATP	SNCF	Banque de France	Mines	ENIM (marins)	CRPCEN	FPE <sup>2</sup> civils	<sup>11</sup> Militaires	CNRACL <sup>3</sup>	Pour Réf : CNAL <sup>4</sup>
Age moyen d'ouverture des droits directs	55.4	54.8	50.3 <sup>5</sup> ou 55.1 <sup>6</sup>	56.1	57.8	57.6	60.3	57.6	45.7	57.6	61.3
Durée moyenne de service de la pension <sup>7</sup>	23.9	24.8	26.2	26.4	20.3	19.7	18.9	22.3	34.2	18.8	17.7
Age moyen au décès <sup>8</sup>	78.8	79.3	81.8	82.2	78.1	76.6	81.8	81.7	79.5	78.6	80.4

L'espérance de vie des cheminots est peut-être plus faible, mais ils représentent une minorité des salariés de ces régimes spéciaux. Et que dire du stress des conducteurs de bus qui est bien supérieur à celui des agents de conduite du RER, mais qui gagnent beaucoup moins?

## Pétrole

Avec son augmentation, sera-t-il payé par nos impôts pour ceux chez qui il pèse lourd dans le compte d'exploitation (marins-pêcheurs, routiers, taxis, ambulanciers)? Ca mérite réflexion car on pourrait payer ce surcroît de deux manières: par l'augmentation des prix des produits et services affectés, ou par nos impôts. L'un est lié à la consommation, l'autre à la solidarité nationale. Quand il s'agit de business et pas de service public, pourquoi passerait-on par la solidarité? Pour pousser le bouchon un peu loin, rappelons que les poissons de nos marins-pêcheurs sont plutôt situés dans le haut de gamme et donc pour une clientèle aisée. Alors que les autres dégustent du poisson d'élevage comme ces saumons de batterie de Norvège, et encore, c'est bien cher pour pas mal de français. Alors, la TVA des plus pauvres doit-elle financer des prix inférieurs à ceux du marché pour les familles plus aisées?

En tout cas, plus vite le pétrole sera cher, plus vite nous investirons dans des moyens alternatifs de production d'énergie, aujourd'hui encore peu compétitifs. J'aime bien notamment ce projet allemand d'utilisation de l'énergie solaire au Sahara pour alimenter l'Europe en électricité (centrale thermique solaire ou photovoltaïque).

Les solutions alternatives au pétrole existent pour la plupart des besoins. A une exception notable près:



l'aviation. Celle-ci a besoin de kérosène, une essence légère. Elle est plutôt difficile à générer avec des oléagineux (colza, etc), même si on expérimente des kérosènes hybrides réalisés avec des algues marines. L'aviation va sérieusement souffrir sérieusement dans les quinze années qui viennent!

### Pouvoir d'achat

Promesse électorale impossible à tenir à court terme quand il s'agit de l'augmenter. Sarkozy a lancé un certain nombre d'actions qui auront peut-être un impact à moyen/long terme, c'est bien. Il faut effectivement créer les conditions pour générer plus de richesses, pour exporter plus, pour produire plus avec moins. On peut aussi améliorer la redistribution, mais attention, la France est probablement déjà le pays le plus redistributeur au monde. Et même si la corrélation est discutable, cela ne renforce pas son économie.

Baisser les prix? Pourquoi pas, mais la France est déjà le pays le plus cheap d'Europe. On a des prix bas, mais aussi des salaires très bas. Et les habitudes de consommation tirent l'économie vers le bas. Alors, enfoncer le clou...

### Privilégiés

Le mot à la mode...

Où l'on peut aussi facilement confondre privilège indu et meilleure situation explicable, ou position relative dans le revenu des français.

La tactique classique de communication des syndicats consiste à mettre en évidence des inégalités verticales (qui existeront toujours, surtout si le point de référence sont les 100 plus riches de France ou les patrons qui gagnent plusieurs millions d'Euros par an) pour justifier les inégalités horizontales (qui concernent des centaines de milliers voire des millions de foyers). On appelle cela "botter en touche" en communication. Avec toujours cette idée du grand soir consistant à ponctionner chez les plus riches pour niveler par le haut les inégalités du bas. On sait que cela ne fonctionne pas car cela appauvrit toute économie qui s'y tenterait. Une bonne redistribution des richesses reste un fondement de la République, mais elle doit tenir compte des réalités économiques internationales, de la liberté de mouvement des personnes et des capitaux.

Dans toutes les civilisations et modèles économiques de l'histoire de l'humanité, il y a toujours eu matière à trouver plus privilégié que soi. La nature humaine la rend généralement toujours envieuse par rapport aux étages "du dessus".

Les cheminots et la CGT et de Sud en sont un bon exemple: ils bottent en touche sur leurs avantages de régimes spéciaux en rappelant les stock options et les patrons qui s'en mettent plein les poches. Ils dénoncent la loi TEPA qui aurait dilapidé 15 milliards d'Euros qui auraient très bien pu servir à financer les retraites. Dans la veine "*il y a toujours plus riche que soi*", on pouvait aussi voir et entendre Noël Forgeard dans "Contre enquête" sur France 2, qui trouvait qu'il est un nain (salarié) côté richesse par rapport à Bernard Arnault (sans le nommer). Un comble de maladresse alors qu'il présentait sa feuille d'impôts de 3 millions d'Euros!

Parfois, certains se retrouvent à jalouser leur propre situation avec un effet de boomerang inattendu. Il en va ainsi de la dénonciation de la loi TEPA (le "paquet fiscal") de juillet 2007. Les cheminots disent qu'ils ne sont pas des privilégiés. Mais ils le sont, tout du moins, par rapport à ceux qui gagnent moins pour un effort équivalent. Ainsi, un foyer de cheminot en milieu/fin de carrière gagne plus de 2500€ de revenu par mois. Un conducteur de TGV gagne plus de 3000€ en fin de carrière primes comprises (source SNCF). Pour les autres cheminots, les salaires s'étalent entre 1500€ et 3000€ par mois (net ou brut, je ne sais pas trop). Ce qui les place – en milieu et fin de carrière – dans les foyers les 10% les plus aisés en France selon l'INSEE! Pour mémoire, le salaire médian en France est de 1680€ bruts (voir cette grille de salaires de l'INSEE)! Ces niveaux de salaire

ne sont pas pour autant forcément des privilèges (qui sous-entendent... quelque chose d'indu).

Quelques mesures contestées de la loi TEPA concernent même les cheminots. Telle cette exonération des droits de succession repoussée de 50K€ par bénéficiaire à 150K€. Qui en bénéficie? Essentiellement, les classes moyennes propriétaires de leur logement. Tels les deux enfants de ce cheminot qui s'est acheté dans les années 1970-1990 son pavillon de banlieue, qui vaut maintenant dans les 200-400K€ et qu'il a pu rembourser car son emploi n'était pas menacé! Les enfants de ceux qui font aujourd'hui grève! Jean-François Kahn dénonce dans un "Marianne" récent le fait que les droits de succession aient été abolis "*ce qui permet la renaissance d'un ordre aristocratique*". Si les cheminots sont des aristocrates pour Marianne, alors, va... Mais n'est pas aristocrate qui l'ont pensé! Les patrimoines 'aristocrate' qui dépassent 150K€ par héritier paieront toujours des droits de succession. Sauf sur un point: l'exonération totale de droits de succession entre époux qui n'a pas été plafonnée. Elle aurait pu l'être, c'est vrai. La réforme des droits de succession de la loi TEPA touche en fait le plus les 10% des foyers qui suivent les 10% les plus riches (dont le patrimoine est supérieur à 400K€). Et dans ce "second décile", on trouve énormément de foyers qui se sentent défavorisés mais qui ont une bonne situation par rapport à la moyenne des français. Et donc, une forte proportion de bénéficiaires des régimes spéciaux s'y retrouvent! Je ne les en blâme pas pour autant. Mais il est bon de remettre les choses à leur place.

Cette loi TEPA a en tout cas été votée avec un bon timing : c'était en gros le seul moment où elle pouvait passer. Et puis, tout allègement de la fiscalité directe touche d'abord les privilégiés puisque ce sont eux qui payent le plus d'impôt directs. Fallait-il modifier la fiscalité indirecte (la TVA), ce qui serait plus "juste"? Pas facile car le pays a moins de marges de manoeuvre du fait de l'harmonisation européenne et de l'impact plus fort sur les recettes d'une baisse de la TVA.

### **Riches**

Comme pour les "privilégiés", ils se définissent généralement de manière autocentrée comme étant ceux qui ont plus que vous. Et réciproquement pour les pauvres.

Cela s'applique également aux pays. On lit et entend rarement que la France est un pays riche! Ni qu'elle est pauvre. Alors qu'on est juste dans un milieu et en baisse constante...

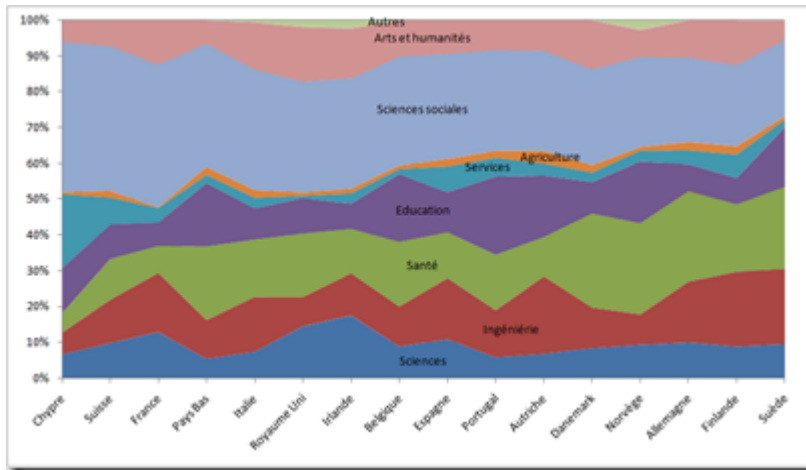
### **Sciences humaines**

D'où viennent les grèves étudiantes? Principalement des facs de sciences humaines. Et cela, depuis 40 ans. Où est la Fac d'Orsay? Où est Paris VI? Où sont les facs de science de Grenoble? Pas dans la grève, et en tout cas, pas à leur démarrage. Par contre, pas de problème pour y trouver Tolbiac (sciences humaines, droit, gestion), Nanterre (sciences humaines, droit, gestion, sciences pour moins de 8% des étudiants), Rennes (sciences humaines, droit, santé, gestion), Rouen (sciences humaines, droit, santé, sport, sciences dures pour moins de 20%), Nancy (santé, sciences de l'ingénieur pour 40%), Perpignan (sciences humaines, droit, gestion, 17% de sciences dures), Aix Marseille 1 (lettres et 1/3 de sciences), Reims (sciences humaines, santé, droit, gestion, environ 15% de sciences exactes) pour n'en citer que quelques unes.

Ces étudiants font de plus le pont avec les revendications du service public. Est-ce parce que leurs principales perspectives d'emploi sont dans ce secteur, notamment dans l'enseignement?

Et ils n'y vont pas de main morte. Point de négociation! Ils demandent purement et simplement l'abrogation sans conditions de la Loi Péresse. Mais n'est pas Truman qui veut. Ce refus obstiné de l'entreprise ou le dépit du risque qu'elles ne s'intéressent pas aux sciences molles est sidérant. Il est vrai que les entreprises se tourneront un peu plus vers les business schools et les sciences dures car cela correspond à leurs besoins. C'est une loi du marché qui gêne les étudiants. En attendant, il est navrant de voir que d'un côté, on trouve des étudiants en philo et autres sciences humaines qui ne trouvent pas de débouchés sur le marché du travail, et de

l'autre, toutes ces boîtes qui recrutent ingénieurs et informaticiens – *même jeunes!* – et ne trouvent pas de recrues! Ce, d'autant plus que la France a l'un des plus forts taux d'étudiants dans les sciences molles en Europe, et paraît-il, 40% des étudiants en psychologie de toute l'Europe (*cf ci-dessous*)!



La loi Pécresse ne va pourtant pas bien loin car une véritable réforme de l'Université aurait été de mettre en place la sélection et des droits d'entrée afin, en amont, de réduire le taux d'échec qui nuit aux étudiants eux-mêmes. Avec moins d'échecs, les étudiants auraient plus de moyens dans leurs études. Et les étudiants seraient réorientés vers des filières plus porteuses, plus qualifiantes, même si plus "professionnalisantes" (bah quelle horreur, de la chair à exploitation pour les entreprises). Mais aujourd'hui, il vaut mieux être BAC+3 en sciences dures ou en technologie que BAC+5 en sciences molles!

Le comble c'est que nous avons là une grève provoquée par la crainte de mesures qui n'ont justement pas été intégrées dans la loi Pécresse par crainte... de grèves des étudiants!

## Sélection

Intervient toujours à un moment où à un autre, n'en déplaise aux tenants d'une égalité à tout crin. Notre système éducatif et d'emploi est sélectif à tous les niveaux. Mais un équilibre de la sélection est nécessaire. Il vaut mieux l'étaler dans tout le cycle plutôt que de la tasser à BAC+2, là où par exemple il y a énormément d'échecs dans les universités en plein milieu de cursus, où bien à la fin du cycle, dans des concours administratifs pour entrer dans la fonction publique.

## Vel Satis

C'est la voiture (avec chauffeur) de Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT. Ca fait Ministre, et moins modeste que la Laguna II choisie par Ségolène Royal en remplacement, justement, d'une Vel Satis trop voyante. Il ne faut pas s'étonner si la base s'éloigne de la tête dans certains syndicats! Là aussi, la valeur des symboles n'est pas bien comprise.

=====

Bon, aller, c'était pour se défouler après ces deux semaines agitées.

Comme citoyen, j'apprécierai en tout cas d'être mieux informé sur les réformes qui sont en cours. Et que les débats soient un peu plus posés et rationnels, avec éléments concrets pour se forger une opinion. Sinon, c'est la dictature de la communication par médias chauds interposés.

La prochaine semaine, je suis à San Francisco dans le **voyage d'étude** organisé par Jérémy Fain. L'occasion de prendre un beau bol d'air frais et d'optimisme, à la découverte de la Silicon Valley et du miracle de

---

l'entrepreneuriat qui n'y a pas pris une ride.

Cet article a été publié le 24 novembre 2007 et édité en PDF le 22 décembre 2021.  
(cc) Olivier Ezratty – “Opinions Libres” – <https://www.oezratty.net>